

«Groupe UDI-UC - Programme de stabilité - Pour les sénateurs centristes, il reste à joindre les actes à la parole»

30/04/2014

Programme de stabilité - Pour les sénateurs centristes, il reste à joindre les actes à la parole

François Zocchetto, Président du Groupe UDI-UC, sénateur de la Mayenne, s'exprime sur le programme de responsabilité présenté ce soir au Sénat : « La nécessité urgente de redresser notre pays impose que notre réflexion et notre action dépassent les clivages partisans. Aussi le groupe UDI-UC est-il dans une opposition constructive. Toutefois nous restons dubitatifs : Où sont réellement les 50 milliards ? Où sont les réformes structurelles ? »

Le chef de file des sénateurs centristes a fait part de son inquiétude : « Le Gouvernement se base sur une hypothèse de croissance très optimiste en 2014 et 2015 pour chiffrer ses économies. »

François Zocchetto a également rappelé que l'UDI, par la voix notamment de Chantal Jouanno, sénatrice de Paris, a proposé un contre-pacte pertinent et transparent « dont le Gouvernement pourrait utilement s'inspirer. »

Pour **Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, vice-président de l'UDI** et porte-parole pour le groupe, la situation de la France est suffisamment grave pour se concentrer sur un seul objectif : remettre le pays d'aplomb. « Cela est de votre responsabilité et de notre devoir » a ajouté Jean Arthuis qui a exhorté le Gouvernement à faire preuve d'audace. « Sans cette audace, l'essence de ce que je crois être le courage en politique, la France est condamnée à devenir l'homme malade de l'Europe. Et cela nous ne pouvons nous y résigner. »

Jean Arthuis regrette également que Manuel Valls ne se souvienne pas de ses propositions en faveur de la TVA sociale, abandonnées lors des primaires socialistes : « Si nous voulons relancer la compétitivité de notre pays, nous devons abaisser les charges des entreprises avec la mise en place d'une TVA sociale et assouplir le droit du travail en instaurant une plus grande flexibilité. »

Sur le flou du programme, le sénateur regrette de n'y avoir trouvé aucune réforme structurelle : « Nous devons sortir du déni de réalité. Nous ne pourrions réduire de 50 milliards d'euros le montant des dépenses publiques sans s'interroger par exemple sur la durée du temps de travail. La remise en cause des 35h00 dans les trois fonctions publiques doit contribuer à cet effort. »

Sur les collectivités territoriales, le sénateur, s'il qualifie les intentions de louables, trouve la méthode ahurissante : « Pourquoi avoir réintroduit la clause de compétence générale en décembre dernier pour la supprimer maintenant ? Pourquoi avoir modifié le mode de scrutin pour les cantonales pour vouloir maintenant supprimer les départements ? »

De son côté, **Vincent Delahaye, sénateur de l'Essonne**, analyse le fond avec sévérité : « *Le Gouvernement mise beaucoup trop sur le retour à la croissance pour pouvoir véritablement remplir ses engagements européens.* »

Sur la forme en revanche, pour le sénateur, « *Le discours du Premier Ministre marque une nette inflexion du discours gouvernemental. Le plan annoncé par Manuel Valls, même s'il reste insuffisant en l'état demeure un signal positif pour les entreprises comme les salariés. L'exécutif a enfin mis de côté son discours hostile aux entreprises et à l'initiative pour prendre davantage la mesure des réalités économiques, sociales et financières du pays.* »

Les sénateurs centristes, saluant l'évolution du mode de pensée du Gouvernement, ont exprimé leur regret que le Sénat n'ait pu voter sur un texte aussi fondamental. « *Nous nous serions abstenus* » a indiqué François Zocchetto « *car si cela semble aller dans le bon sens, il reste encore à joindre les actes à la parole.* »

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : [@UC_Senat](https://twitter.com/UC_Senat)
Facebook : [SenateursUDIUC](https://www.facebook.com/SenateursUDIUC)